Devenir respectables

par Béatrice Bouillon

Comment les femmes de classes populaires et de petites classes moyennes vivent-elles leur jeunesse en milieu rural ? À partir d'une enquête dans plusieurs espaces ruraux et péri-urbains, Yaelle Amsellem réinvestit la question des trajectoires sociales féminines.

À propos de : Yaëlle Amsellem-Mainguy, *Les filles du coin. Vivre et grandir en milieu rural*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2021. 293 p., 23 €.

Sociologue spécialiste de la sexualité des jeunes, Yaëlle Amsellem-Mainguy s’intéresse dans cet ouvrage à un segment sous-étudié de la jeunesse, majoritairement pensée comme masculine et urbaine : les jeunes femmes résidant en milieu rural. Plus de quinze ans après la publication des *Gars du coin* (2010) par Nicolas Renahy, la sociologue de l’Institut national de la jeunesse et de l’éducation populaire donne dans *Les Filles du coin* la parole à celles qui sont exclues des imaginaires et normes juvéniles en raison à la fois de leur position dans les rapports de genre et de classe, et de leur lieu de résidence. Comment les femmes de classes populaires et de petites classes moyennes vivent-elles leur jeunesse en milieu rural ? Pour répondre à cette question, Y. Amsellem-Mainguy élabore un tableau de la vie de ces femmes au moment où elles entrent dans l’âge adulte, partent du foyer parental, connaissent leurs premières relations de couple cohabitantes, voient se recomposer leurs amitiés et cherchent à s’insérer dans la vie active. À partir d’une entrée territoriale, elle montre combien leurs lieux de vie déterminent à la fois leurs conditions d’existence et leur espace des possibles.

Cet ouvrage se base sur des matériaux issus d’une enquête ethnographique considérable, par observations et par entretiens (collectifs pour deux tiers, individuels pour un tiers) avec près de 200 femmes rencontrées grâce à différent·e·s professionnel·le·s travaillant auprès des jeunes (enseignant·e·s, éducateur·trice·s, chauffeur·euse·s de car, etc.). Ces femmes, âgées de 14 à 28 ans, appartiennent aux classes populaires et petites classes moyennes. Elles habitent toutes un territoire qu’elles considèrent comme « rural », dans des villes de moins de 8 000 habitant·e·s des Ardennes, de la presqu’île de Crozon, des Deux-Sèvres ou de la Chartreuse. Plus ou moins attractifs, touristiques ou désindustralisés, ces différents territoires ne modèlent pas les mêmes expériences de mobilité, d’emploi ou encore de loisirs pour leurs jeunes habitantes. Cette diversité territoriale rappelle combien « le rural » recouvre des réalités hétérogènes qui façonnent différemment les positions, perceptions et projections des jeunes femmes.

Vivre sa jeunesse en milieu rural, ou apprendre à devenir une femme respectable

L’ouvrage est divisé en six chapitres thématiques. Dans le premier, la sociologue montre que ce que les enquêtées définissent comme « local » varie selon leur lieu de vie, leur position sociale, l’ancrage de leurs familles et leur vision du monde. En se distinguant des « racailles » de la ville et des « bouseux » des bourgs reculés par exemple, certaines produisent des classements qui hiérarchisent les territoires et leurs habitant·e·s. Leurs parcours résidentiels et leurs investissements dans les institutions de sociabilité locale forgent largement leur sentiment d’ancrage local et leur « capital d’autochtonie » (Retière 2003). Dans le second chapitre, elle montre que c’est aussi à travers la constitution des réseaux amicaux que s’élaborent des (dé)classements et que se (re)construisent les réputations des un·e·s et des autres. La troisième partie révèle que les parcours scolaires sont marqués par un élargissement progressif du territoire « proche » et des camarades : l’entre-soi qui caractérise la scolarité dans les écoles primaires locales s’agrandit à mesure que les jeunes femmes entrent au collège, puis au lycée. Dans le quatrième chapitre, Y. Amsellem-Mainguy montre combien, dans un contexte où les emplois manquent, leur employabilité est déterminée par leur capacité à se montrer prêtes à tout pour travailler, à « faire avec » des conditions de travail dégradées voire abusives et des emplois inadaptés aussi bien à leurs qualifications qu’à leurs aspirations. La cinquième partie permet de comprendre que, face à l’inadaptation de l’offre de loisirs, des lieux de sociabilité et de consommation, les jeunes femmes passent une bonne partie de leur temps libre dans les intérieurs et dans des entre-soi féminins. Dans la dernière partie, on voit que l’entrée dans la sexualité et dans la conjugalité de ces femmes demeure marquée par les injonctions à n’être ni « une traînée », ni « une sainte-nitouche », ni une femme qui « ne sait pas tenir son homme ». L’emménagement à deux, auquel aspirent la plupart des enquêtées, tend à les enfermer à l’intérieur du domicile, mais aussi des sociabilités et des potentielles violences de leur conjoint.

Dans *Les filles du coin*, Y. Amsellem-Mainguy montre que, quand on est une femme de classes populaire, vivre sa jeunesse en milieu rural signifie en grande partie apprendre à devenir *Des femmes respectables* (Skeggs, 2015). Avec des conditions d’existence dégradées, les enquêtées sont amenées à connaître, à s’approprier mais aussi à contourner les normes qui font les (dé)classements. Elles réalisent qu’elles pourront bénéficier de certaines ressources si elles respectent ce qui est attendu d’elles en tant que jeunes femmes de classes populaires, mais aussi qu’elles doivent apprendre à « faire avec » ce que ces assignations croisées peuvent comporter de contraintes, voire de violences. L’enquête a pour grand intérêt de montrer que toutes ne sont pas égales face à ces ambivalences, selon le territoire sur lequel elles habitent, les ressources de leurs parents, l’âge qu’elles ont, leur notoriété locale, etc. Ces tensions caractéristiques de leurs jeunesses seront traitées ici à travers trois éléments saillants.

Une mobilité nécessaire mais contrainte

Dans un cadre de vie où l’habitat est dispersé, où de nombreux services publics ont disparu, où les offres de formation et d’emploi sont concentrées dans les plus grandes agglomérations, mais aussi où les commerces et lieux de sociabilité sont inadaptés aux jeunes femmes, être mobile constitue une préoccupation majeure pour les enquêtées. D’une part, elles *cherchent* à accéder aux cadres de vie et de loisirs plus en phases avec leurs désirs qu’offrent les villes : aller faire les magasins dans de grandes chaînes, un *lasergame*, discuter autour de « jolies boissons », partager des moments en dehors du regard des autres habitant·e·s du coin, etc. D’autre part, il est *attendu* d’elles qu’elles soient mobiles, pour suivre une formation, pour trouver un travail, ou encore pour s’occuper des un·e·s et des autres.

Or être mobile n’est pas chose aisée quand les réseaux de transport public sont absents ou extrêmement limités, quand les trains coûtent cher, mais aussi quand les filles ont moins ou moins vite que les garçons un deux-roues, le permis de conduire et une voiture. Malgré ces contraintes où s’entrelacent des effets de territoire, de genre et de classe, et à rebours des représentations dominantes, les jeunes femmes enquêtées sont pourtant loin de ne pas être mobiles. Elles développent en effet un ensemble de stratégies et d’arrangements pour faire avec ces difficultés, moyennant flexibilité et organisation collective : utiliser les lignes d’autocar bon marché, faire du covoiturage avec des collègues, des amies ou son conjoint, solliciter des membres de sa famille pour « faire le taxi » et en faire profiter les autres, etc. Or les jeunes femmes les plus isolées et précaires, dont l’entourage n’a pas de voiture personnelle, qui n’ont pas d’emploi et/ou qui ne sont pas intégrées aux réseaux locaux amicaux et de voisinage se voient largement privées de ces ressources collectives.

Une interconnaissance aux effets ambivalents

L’intégration à des groupes de sociabilité est de fait un élément central de la vie de ces jeunes femmes. Dans un contexte de forte interconnaissance, elle fonctionne à la fois comme une ressource et comme une contrainte. C’est d’abord à travers l’investissement de leurs parents dans des activités locales que les jeunes femmes sont amenées à s’investir dans les fêtes de village, clubs de foot, casernes de pompiers ou encore foyers de jeunes. Leur participation, souvent à des tâches dévouées aux femmes (cuisine, accueil, ménage, garde d’enfants, etc.), leur permet d’acquérir une forme de respectabilité locale susceptible de leur fournir divers types de ressources, notamment en termes d’emploi, de logement ou de mobilité. Ce sont aussi les sociabilités des mères qui peuvent favoriser la constitution de groupes d’amies : plusieurs enquêtées ont ainsi pour « bonnes copines » les filles des amies de leurs propres mères. Or bénéficier d’un réseau amical, *a fortiori* de longue date, favorise l’autonomie et a un rôle fortement protecteur pour ces femmes. Toutes ne sont toutefois pas également positionnées pour bénéficier de ces ressources : celles qui ont beaucoup déménagé, celles qui habitent dans des villages très isolés, celles qui vivent dans des logements dont elles ont honte, ou encore celles qui se sont éloignées du « coin » au fil de leur scolarité, peuvent éprouver davantage de difficultés à participer à ces sociabilités locales rentables.

Dans le même temps, l’intégration à ces réseaux d’interconnaissance a une dimension contraignante, quand la loyauté attendue des jeunes femmes les conduit par exemple à devoir accepter des conditions d’emploi difficiles, à faire preuve d’une forte disponibilité pour « aller donner un coup de main », ou encore à ne jamais ébruiter les violences auxquelles elles sont exposées. L’interconnaissance inter- et intra-générationnelle produit une surveillance permanente qui peut avoir un effet particulièrement enfermant au quotidien : puisque « ici, tout se sait », elles doivent être vigilantes à ne pas nuire à leur propre réputation, mais aussi par association à celle de leurs familles et de leurs groupes d’amies. Pour limiter ces risques, particulièrement forts en matière de relations amoureuses et sexuelles, certaines investissent les intérieurs des domiciles, espaces centraux de sociabilités féminines dans lesquelles elles peuvent davantage être abritées des regards extérieurs. Interconnaissance et sociabilités ont ainsi des effets ambivalents, à l’image des entre-soi féminins, qui constituent des espaces de forte entraide autant que de rappels à l’ordre du genre (Clair 2013).

Des aspirations et des projections renouvelées

Au fil de leur jeunesse, les jeunes femmes forment des projections et des ambitions adaptées au contexte dans lequel elles vivent. Comme leurs parents en leur temps, elles aspirent à la fois à rester ou revenir « dans le coin » et à bénéficier de l’autonomie qui va avec la décohabitation. Mais la proximité intergénérationnelle – avec la génération des parents et parfois des grands-parents – leur fait aussi dire que « c’était mieux avant ». Par rapport à leurs parents, leur vie est marquée par la raréfaction des services publics de proximité et la fermeture de nombreux lieux de sociabilité juvénile. Les conditions d’emploi se sont tellement dégradées qu’elles peinent à développer des projections centrées sur le fait de trouver un emploi stable, suffisamment rémunéré, intégrateur et, sinon plaisant, du moins « dans leur branche ».

Cette dégradation des conditions de vie des jeunes en milieu rural, récemment exposée par l’enquête ethnographique auprès de *Ceux qui restent* de Benoit Coquard (2019), n’est toutefois pas subie passivement. Y. Amsellem-Mainguy montre en effet qu’en voyant dans leur entourage rapproché combien les parcours des femmes sont heurtés, les enquêtées se révèlent prioritairement attachées à trouver un emploi stable, avant de s’installer en couple dans un logement indépendant. Cet ordre des priorités, et l’importance qu’elles accordent à la conciliation de leur vie professionnelle avec leur vie conjugale et familiale, remettent en question les représentations des jeunes femmes de classes populaires comme n’ambitionnant que la maternité. En envisageant assez largement la séparation conjugale comme un moyen de préserver leur sécurité et leur indépendance, elles vivent aussi une rupture par rapport à la génération de leurs grands-mères et, dans une moindre mesure, de leurs mères. Là encore toutefois, des inégalités distinguent les jeunes femmes dans cette recherche : par exemple, celles dont l’insertion professionnelle est la plus difficile tendent à investir quasi-exclusivement le travail domestique et parental, qui peut fortement contraindre leur indépendance.

*Les filles du coin* est un tableau vivant, précis et nuancé de ce que signifie « vivre sa jeunesse » pour les femmes vivant en milieu rural. L’ouvrage participe d’une sociologie de la jeunesse résolument empirique et soucieuse d’analyser l’entrelacement du territoire, du genre et de la classe, à l’image des travaux d’Isabelle Clair (2011) sur l’entrée dans la vie amoureuse des jeunes en milieu populaire et rural, que l’autrice mobilise à plusieurs reprises. Y. Amsellem-Mainguy donne dans cet ouvrage la parole à des groupes largement invisibilisés, en prenant soin de restituer mais aussi de prendre au sérieux ce que ces jeunes femmes disent de leur vie, de leurs difficultés et de leurs espoirs. Bien que le propos soit clairement centré sur les conditions de vie des moins précaires et isolées, les inégalités qui distinguent les enquêtées (en termes de fractions de classe, d’âge, de racialisation, de sexualité mais aussi de réseau local, amical et familial) ne sont jamais gommées. Au total, la sociologue est parvenue à dresser un portrait incarné d’une jeunesse féminine, populaire et rurale hétérogène.

Bibliographie

* Isabelle Clair, « La découverte de l’ennui conjugal. Les manifestations contrariées de l’idéal conjugal et de l’ethos égalitaire dans la vie quotidienne de jeunes de milieux populaires », *Sociétés contemporaines*, vol.3, n°89, p.59-81, 2011.
* Isabelle Clair, « S’insulter entre filles. Ethnographie d’une pratique polysémique en milieu populaire et rural », *Terrains & Travaux*, n°31, p.179-199, 2013.
* Benoît Coquard, *Ceux qui restent. Faire sa vie dans les campagnes en déclin*, Paris, La Découverte, coll. « L’envers des faits », 2019.
* Nicolas Renahy, *Les gars du coin. Enquête sur une jeunesse rurale*, Paris, La Découverte, coll. « Poche / Sciences humaines et sociales », 2010.
* Jean-Noël Retière, « Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire », *Politix*, vol. 16, n° 63, 2003.
* Beverley Skeggs, *Des femmes respectables. Classe et genre en milieu populaire*, traduit par Marie-Pierre Pouly, Marseille, Agone, coll. « L’ordre des choses », 2015.

Publié dans laviedesidees.fr, le 7 octobre 2020.